Travailleurs latino-américains au Japon

Vingt années perdues

Naoto Higuchi et Nanako Inaba

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2461>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.2461

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2013

Pagination : 23-31

ISBN : 978-2-919040-22-3

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Naoto Higuchi et Nanako Inaba, « Travailleurs latino-américains au Japon », *Hommes & migrations* [En ligne], 1302 | 2013, mis en ligne le 31 décembre 2015, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2461> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.2461

TRAVAILLEURS LATINO-AMÉRICAINS AU JAPON

VINGT ANNÉES PERDUES

par **NAOTO HIGUCHI**, *professeur adjoint de sociologie, université de Tokushima (Japon)*
et **NANAKO INABA**, *professeur adjoint de sociologie, université d'Ibaraki (Japon)*

Depuis la crise de 2008, la situation des résidents latino-américains s'est aggravée avec une forte augmentation du chômage qui rend problématique leur intégration à la société nipponne. Même les Japonais qui avaient émigré en Amérique latine dans les années 1970 n'ont trouvé en rentrant au Japon au milieu des années 1980 que des emplois précaires, de l'intérim et peu de possibilité d'organiser leur ascension sociale.

Analyse du taux de chômage de la population latino-américaine après la crise économique de 2008.

Le Japon a été un pays d'émigration du début du XX^e siècle jusqu'au milieu des années 1970. La majorité des primo-migrants et de leurs descendants vivent aux États-Unis et dans les pays d'Amérique du Sud, notamment au Brésil. En 2004, on estimait leur nombre à environ 2,6 millions, dont 1,5 million en Amérique du Sud¹. Les flux migratoires de retour vers le Japon ont commencé dans la seconde moitié des années 1980. Ils ont été rapidement intégrés comme ouvriers d'usine dans l'industrie automobile ou agroalimentaire. Institué en 1989, le titre de "séjour de long terme" destiné aux descendants des Japonais a accéléré ces flux migratoires. Mais il n'a pas été

créé pour répondre à la pénurie de main-d'œuvre². Le contexte et les débats à l'origine de ce titre de séjour très particulier doivent être précisés dans leur complexité. Le débat politique sur ce sujet était déjà engagé avant 1985, alors que le Japon ne manquait pas encore de main-d'œuvre. Il portait alors sur le titre de séjour des Coréens, anciens ressortissants des colonies du Japon. À la fin de la guerre, ces anciens colonisés ont perdu la nationalité japonaise et sont devenus des résidents étrangers "descendants de Japonais" (leurs parents ou grands-parents étaient des sujets de l'empire). Par la loi sur le statut des étrangers appliquée en 1954, les descendants des Japonais se virent octroyer

1. Selon le site de The Association of Nikkei and Japanese Abroad (www.jadesas.or.jp/en/aboutnikkei/index.html). 2. Takamichi Kajita, Kiyoto Tanno, Naoto Higuchi, *Kao no Mienai Teijūka: Nikkei Braziljin to Kokka, Shijo, Imin Network*, Nagoya, University of Nagoya Press, 2005.

**Graphique 1 :
Populations brésilienne et argentine
au Japon entre 1981 et 2011**

Source : Ministère de la Justice (1990-2012).

un titre de séjour jusqu'à la deuxième génération. Mais cette loi ne définissait pas le titre de séjour de la troisième génération.

La nouvelle loi a été introduite en 1990 pour améliorer le traitement des ressortissants des anciennes colonies qui sont aussi des descendants de Japonais. Au cours du débat au ministère de la Justice, l'égalité de traitement de tous les descendants de Japonais a été proposée. Ainsi, les descendants des émigrés japonais partis pour la plupart vers les Amériques ont pu se voir accorder un titre de séjour. Pour le ministère de la Justice, il s'agissait de régler le problème de l'appartenance à la communauté nationale pour les descendants de Japonais et les ex-colonisés vivant au Japon. L'objectif n'était pas de répondre à la demande industrielle et économique. Le gouvernement a laissé se creuser le fossé entre ces deux logiques jusqu'à ce que les problèmes engendrés par cette contradiction deviennent évidents à la suite de la crise économique de 2008. L'histoire des *dekasegi*³ est grosso modo composée de deux étapes comme le montre le graphique 1. La première étape, de 1990 jusqu'à 2008, est marquée par l'accroissement continu du nombre de migrants latino-américains. La seconde commence

avec la crise de 2008 qui a provoqué une diminution importante de la population latino-américaine au Japon. L'inversion des flux migratoires s'est accompagnée d'une hausse rapide du taux de chômage parmi les résidents latino-américains.

Ces deux phénomènes sont emblématiques d'un cadre d'emploi défavorable à l'ascension sociale de ces travailleurs étrangers. Cet article propose de montrer comment les deux variables que sont le marché du travail et la politique d'immigration ont influencé les flux migratoires de l'Amérique latine vers le Japon depuis le début des années 1990. Faute de statistiques officielles par nationalités, les données

utilisées sont issues de nos enquêtes menées auprès de 367 travailleurs en Argentine et au Japon entre 2005 et 2011. Nous avons choisi de mener ces enquêtes auprès des Argentins qui représentent un bon exemple pour comprendre les liens entre crise économique et migration, car l'Argentine a subi de telles crises en 1989 et en 2001. Malgré la taille réduite de la population argentine par rapport à celle des Brésiliens, comme le montre le graphique 1, les enquêtes auprès des travailleurs argentins sont représentatives de l'ensemble des travailleurs latino-américains au Japon.

Contexte historique et économique des migrations latino-américaines vers le Japon

La population brésilienne, qui a augmenté régulièrement jusqu'en 2007, a reculé d'un tiers de 2008 à 2011. Pour saisir cette évolution, il convient de rappeler le contexte historique et économique dans lequel se situe l'immigration latino-américaine au Japon.

3. Le mot signifie le départ du pays natal pour gagner de l'argent. Le mot fait aujourd'hui partie du vocabulaire espagnol et portugais.

Premièrement, selon l'approche classique en termes de facteurs "push-pull", les flux migratoires se développent entre des pays qui manquent de main-d'œuvre et ceux qui voient leur taux de chômage augmenter. Au tournant des années 1980-1990, le Japon connaît une croissance économique soutenue, et malgré l'éclatement de la bulle économique en 1991, la pénurie de main-d'œuvre se poursuit jusqu'en 1992. De l'autre côté du Pacifique, les pays d'Amérique latine sont touchés par une forte inflation chronique. À l'époque, alors qu'un ouvrier pouvait gagner au moins 3 000 dollars au Japon, un instituteur ou un agriculteur indépendant en Amérique latine arrivait difficilement à plus de 100 dollars par mois. C'est la communauté des *nikkei*, les descendants de migrants japonais, qui a ouvert la voie migratoire entre les pays d'Amérique latine et le Japon. Les primo-migrants japonais en Amérique latine ont commencé à repartir vers le Japon pour y travailler dès le début des années 1980. Certains sont retournés en Amérique latine et ont monté des agences de voyages qui organisaient un système de recrutement des *nikkei* pour travailler dans les usines nippones.

Ensuite, les évolutions de la politique d'immigration du Japon ont affecté les flux migratoires. De la fin de la Seconde Guerre mondiale à aujourd'hui, le gouvernement japonais a toujours défendu un principe : celui de ne pas accepter de migration de main-d'œuvre. En réalité, la loi sur l'immigration de 1989 (entrée en vigueur en 1990) a modifié le statut de résidence des étrangers. Le Japon a depuis accepté une migration de travail via les titres de séjour *nikkei* ou "descendants de Japonais" et "stagiaires". Officiellement, ce ne sont pas des titres de séjour accordés pour effectuer le travail d'un ouvrier. Ils sont délivrés pour rendre visite à la famille ou, afin d'obtenir le statut de stagiaire, pour suivre une formation. Dans les faits, les uns et les autres travaillent souvent dans des usines. C'est ce qu'on appelle en japonais les "*sides doors*" de l'accueil des travailleurs étrangers.

Les Latino-Américains touchés par la stagnation du marché du travail

Le taux de chômage au Japon, qui était de 3,8 % en 2008, a atteint 5,6 % en juillet 2009, un niveau record depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ces chiffres montrent que l'impact de la crise économique au Japon a été moins grave que dans les pays européens et aux États-Unis. Mais le chômage a touché la population d'une façon inégale selon les nationalités. Premières victimes de cette crise, les ressortissants des pays d'Amérique latine sont repartis massivement vers leur pays d'origine.

Nous ne pouvons pas savoir exactement combien de Latino-Américains ont été licenciés car le gouvernement ne fournit pas les taux de chômage par nationalités, mais les enquêtes effectuées par quelques municipalités et des chercheurs permettent d'estimer que la majorité des chômeurs latino-américains ont été licenciés à cause de la crise financière de 2008⁴. Pourquoi la crise a-t-elle touché inégalement les ouvriers des différents secteurs industriels ? Tout d'abord, les Latino-Américains étaient employés dans les industries automobiles et électroniques dont la rentabilité dépend largement de l'exportation. Ces secteurs ont connu une crise profonde à cause de la hausse très rapide du yen, responsable de la baisse des exportations. Pendant le premier trimestre de 2009, le volume de production du secteur automobile a diminué de moitié (de 3,2 millions à 1,6 million) et celui destiné à l'exportation a été divisé par trois par rapport au même trimestre de l'année précédente (de 1,8 million à 0,67 million)⁵. Mais la crise n'a pas touché les

Les migrants latino-américains constituent le groupe où les emplois précaires sont les plus nombreux : 90 % d'entre eux n'ont jamais obtenu de contrat de travail à plein temps ou à durée indéterminée. Rares sont ceux qui travaillent à leur compte.

4. Naoto Higuchi, "Keizai Kiki to Zainichi Braziljin : Naniga Taiyo Shitsugyo/Kikoku wo Motarashita noka," ("Crise économique et Brésiliens du Japon"), in *Ohara Shakai Mondai Kenkyujo Zasshi*, n° 622, 2010, pp.50-66. 5. Enquête effectuée par l'Association japonaise des fabricants automobiles (Nihon jidōsha kōgyō kai) (<http://jamaserv.jama.or.jp/newdb/index.html>).

Graphique 2 :
type de contrat de travail des Brésiliens
au Japon

Remarque : “plein temps” correspond ici à des contrats stables à durée indéterminée et “mi-temps” correspond à des emplois à durée déterminée. Source : Shizuoka-ken, Shizuoka Ken Gaikokujin Rodo Jittai Chosa Hokokusho, Shizuokam Shizuoka Prefecture, 2008. Hamamatsu-shi, Hamamatsu Shi ni okeru Nanbeikei Gaikokujin no Seikatsu Shuro Jittai Chosa, Hamamatsum Hamamatsu City, 2007. Toyohashi-shi, Nikkei Brazil Jin Jittai Chosa Hokokusho, Toyohashi, Toyohashi City, 2003.

travailleurs du secteur d’une façon égale. Les Latino-Américains ont été licenciés massivement parce que, pour beaucoup, ils travaillaient en intérim.

Un ascenseur social en panne

Le marché du travail japonais est composé de trois niveaux hiérarchisés : emploi régulier avec un contrat à durée indéterminée, emploi irrégulier avec un contrat à durée déterminée et emploi en intérim. Les Latino-Américains étaient employés en intérim, le type d’emploi le plus instable, situé en bas de l’échelle.

Le travail précaire pour les migrants n’est pas spécifique au Japon. Les migrants sont toujours les derniers à être embauchés et les premiers à être

licenciés. La particularité du Japon est la quasi-absence d’ascension sociale des migrants latino-américains. L’écart de salaire entre un travailleur migrant et un ressortissant du pays d’accueil diminue en fonction de la durée du séjour selon les travaux sur les migrations internationales⁶. Un migrant peut obtenir un meilleur emploi avec le temps grâce à l’apprentissage de la langue du pays d’accueil et à une plus grande qualification. Cette hypothèse fondée sur la théorie du capital humain⁷ ne s’applique pas aux migrants latino-américains au Japon.

Le graphique 2 montre les résultats de diverses enquêtes effectuées par les municipalités pendant

les années 2000. La majorité des migrants occupaient toujours un emploi en intérim au bout de quinze ans de séjour au Japon. Ainsi, le licenciement massif après la crise financière de 2008 était structurellement préparé.

Selon nos enquêtes (voir tableau 1), la proportion de migrants qui occupent un emploi en intérim reste stable depuis 1990. L’augmentation de la proportion du travail à mi-temps pendant les années 1990 est due à la pénurie importante de main-d’œuvre à cette époque.

Depuis, les deux tiers des migrants sont assignés à des emplois en intérim. Cette situation n’est pas que le fait des nouveaux migrants arrivés durant les années 2000 : ceux dont la durée de séjour est beaucoup plus longue ne connaissent pas non plus d’ascension sociale. Ainsi, les migrants latino-américains constituent le groupe où les emplois précaires sont les plus nombreux : 90 % d’entre eux n’ont jamais obtenu de contrat de travail à plein temps ou à durée indéterminée. Rares sont ceux qui travaillent à leur compte.

6. Barry Chiswick, “The Effect of Americanization on the Earnings of Foreign-born Men”, in *Journal of Political Economy*, vol. 86, 1978, pp.897-921. 7. Gary Becker, *Human Capital : A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education*, Chicago, University of Chicago Press, 1993.

L'hypothèse de l'ascension sociale liée à la durée du séjour ne concerne pas tous les migrants. Elle pourrait s'appliquer aux migrants d'origine japonaise venus d'Amérique latine. Premièrement, ils sont entrés au Japon avec un titre de séjour de "descendant de Japonais" qui est accordé en vertu du principe de *jus sanguinis*. Ils ne sont soumis à aucune restriction ni en termes d'activité professionnelle ni en termes de renouvellement du titre de séjour et de regroupement familial. Dans un pays où la politique d'immigration est très restrictive, ils ont donc un statut privilégié. Les autres migrants ne peuvent pas bénéficier du même titre de séjour, sauf les conjoints de Japonais ou ceux qui sont sur le sol japonais depuis plus de dix ans, et qui occupent un emploi régulier : ceux-là peuvent obtenir un permis de résidence permanent.

Une partie des migrants latino-américains sont nés au Japon et ont émigré en Amérique latine. Quand ils retournent au Japon, ils ont conservé la nationalité japonaise et parlent japonais couramment. Ils sont donc mieux cotés que les autres migrants sur le marché du travail et ils peuvent aider leurs compatriotes de la deuxième et de la troisième génération qui ont perdu la pratique de

la langue japonaise en servant d'interprètes pour le portugais ou l'espagnol. Malgré ces avantages, comment expliquer qu'ils n'aient pas connu de promotion sociale au cours de ces vingt dernières années ? La réponse à cette question nous a permis de comprendre l'impasse de la politique d'immigration japonaise.

Vingt ans de travail sans accumulation de capital social

Une des raisons structurelles de l'absence d'ascension sociale chez les migrants venus d'Amérique latine est l'augmentation générale de l'emploi précaire au Japon. À partir de 1993, alors que la pénurie de main-d'œuvre se résorbe suite à la stagnation de l'économie japonaise, le nombre de travailleurs latino-américains continue d'augmenter. Ces migrants ne sont plus là pour compenser la pénurie de main-d'œuvre comme c'était le cas pendant la période de forte croissance économique des années 1980, mais ils sont accueillis comme des travailleurs flexibles que les patrons peuvent employer et licencier facilement en fonction de la

demande du marché⁸. Cette raison n'explique pourtant pas leur impuissance à sortir de la précarité.

Il faut pour cela plutôt considérer le rôle du capital humain et social dans l'accès à l'emploi. Notre travail de terrain a cherché à montrer la relation entre le capital humain et social du migrant et le type d'emploi qu'il occupe. Le résultat révèle que le niveau d'éducation et la profession exercée dans le passé n'ont pas de lien avec

Tableau 1. Année de l'embauche et type d'emploi des Argentins au Japon

	Intérim		Mi-temps		Plein temps et profession indépendante		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%
-1990	257	65,4	107	27,2	29	7,4	393	100,0
1991-2000	194	50,1	156	40,3	37	9,6	387	100,0
2001-	132	65,3	50	24,8	20	9,9	202	100,0
Total	583	59,4	313	31,9	86	8,8	982	100,0

Chi-square test, p. 1. Source : Enquêtes de Naoto Higuchi et Nanako Inaba menées auprès de 367 travailleurs en Argentine et au Japon entre 2005 et 2011. Nos données comprennent les itinéraires professionnels de 367 individus et correspondent à 982 contrats de travail.

8. Naoto Higuchi, Kiyoto Tanno, "What's driving Brazil-Japan migration ? The making and the remaking of Brazilian niche in Japan," in *International Journal of Japanese Sociology*, n° 12, 2003, pp. 33-47.

Tableau 2. Maîtrise du japonais et type d’emploi des Argentins au Japon

	Intérim		Mi-temps		Plein temps et profession indépendante		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Aucune	95	86,4	15	13,6	0	0,0	110	100,0
Peu	38	86,4	6	13,6	0	0,0	44	100,0
Assez bonne	104	77,0	28	20,7	3	2,2	135	100,0
Bonne	201	59,6	93	27,6	43	12,8	337	100,0
Très bonne	145	40,7	171	48,0	40	11,2	356	100,0
Total	583	59,4	313	31,9	86	8,8	982	100,0

Tableau 3. Canaux de la recherche d’emploi et type d’emploi des Argentins au Japon

	Intérim		Mi-temps		Plein temps et profession indépendante		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Agence de recrutement	149	90,3	16	9,7	0	0,0	165	100,0
Réseau de migrants	121	53,5	96	42,5	9	4,0	226	100,0
Membre de la famille	119	64,0	54	29,0	13	7,0	186	100,0
Intermédiaire japonais	6	7,8	41	53,2	30	39,0	77	100,0
Multiples	64	37,2	80	46,5	28	16,3	172	100,0
Total	459	55,6	287	34,7	80	9,7	826	100,0

Remarque : Les canaux "multiples" de recherche d'emploi renvoient aux personnes ayant démarché à la fois les agences d'intérim et les employeurs directement, tout en ayant consulté les petites annonces dans la presse et en s'étant inscrites à l'Agence pour l'emploi japonaise.

Tableau 4. Année de l’embauche et canaux de la recherche d’emploi

	-1990		1991-2000		2001		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Agence de recrutement	113	33,3	31	9,7	21	12,6	165	20,0
Réseau de migrants	90	26,5	94	29,4	42	25,1	226	27,4
Membre de la famille	67	19,8	77	24,1	42	24,1	186	22,5
japonais	29	8,6	35	10,9	13	7,8	77	9,3
Autres	40	11,8	83	25,9	49	29,3	172	20,8
Total	339	100,0	320	100,0	167	100,0	826	100,0

l'emploi occupé au Japon. Une seule variable semble avoir un impact : le niveau de maîtrise de la langue japonaise. Le tableau 2 signale qu'un migrant parlant mal japonais ne peut avoir accès à un emploi à plein temps avec un contrat à durée indéterminée ou s'installer à son compte. Un migrant qui maîtrise très bien le japonais a deux fois plus de chances de décrocher un emploi stable. Le manque de maîtrise du japonais semble ainsi être un obstacle à l'ascension sociale des Latino-Américains. Toutefois, même parmi les migrants qui maîtrisent très bien ou bien le japonais, nous constatons que seuls 10 % d'entre eux occupent un emploi à plein temps ou exercent une profession indépendante. La maîtrise du japonais n'est donc pas une condition suffisante pour expliquer l'ascension sociale.

Nous examinons ensuite dans notre enquête la relation plus particulière entre le capital de relations sociales et le type d'emploi occupé. Le tableau 3 indique dans quelle mesure les intermédiaires sollicités au cours de la recherche d'un emploi déterminent le type d'emploi obtenu. La majorité des migrants ayant eu recours au système de recrutement international établi entre les pays d'Amérique latine et le Japon ont obtenu un emploi en intérim. Ces emplois sont fournis par les bureaux des agences d'intérim au Japon qui ont très souvent été créées par les premiers arrivés. Au contraire, les migrants qui ont trouvé un emploi avec l'aide de leur famille ou d'un réseau de migrants latino-américains occupent moins souvent un emploi en intérim que les premiers. Mais la proportion de travailleurs à plein temps avec un contrat à durée indéterminée et des travailleurs indépendants reste toujours très faible. Parmi ceux qui ont trouvé un emploi avec l'aide d'un Japonais, 40 % exercent un emploi à plein temps ou une profession indépendante. Dans ce dernier cas de figure, la proportion d'intérimaires ne représente que 8 %.

Les impasses de la recherche d'emploi

Le capital humain continue d'avoir un impact parce que, le plus souvent, famille et réseaux de migrants sont composés de personnes dont les conditions de vie et de travail sont similaires. C'est-à-dire que ces intermédiaires présentent au migrant des emplois identiques à ceux qu'ils occupent eux-mêmes. Il faut le soutien d'une personne dont le statut social est supérieur au sien pour qu'un migrant puisse accéder à un meilleur emploi⁹. Les relations qu'un migrant entretient avec les Japonais semblent décisives pour sa promotion professionnelle.

Niveau de langue et capital social sont donc cruciaux pour accéder à un meilleur emploi. Or les migrants latino-américains n'ont pas accumulé le capital social nécessaire à la promotion professionnelle au bout de vingt ans de séjour au Japon. Certes, nous constatons dans le tableau 4, une évolution des canaux utilisés pour la recherche d'emploi : avant 1991, ils avaient surtout recours aux agences de recrutement ; après 1991, ils faisaient davantage appel à la famille et aux moyens institutionnels tels que l'Agence pour l'emploi (Hello work) ou la presse locale. Mais la proportion de recours à un soutien japonais dans la recherche d'un emploi est restée faible au cours des vingt ans d'immigration. Il s'agit sûrement là de la principale explication de leur enfermement dans le marché du travail en intérim¹⁰.

Telle est l'histoire des "vingt ans perdus" des Latino-Américains au Japon. Leur migration a été initiée par des migrants qui avaient la nationalité

Telle est l'histoire des "vingt ans perdus" des Latino-Américains au Japon. Leur migration a été initiée par des migrants qui avaient la nationalité japonaise. La nouvelle loi de 1989 leur a accordé un statut privilégié parmi les nouveaux migrants venus travailler dans le secteur manufacturier.

9. Nan Lin, *Social Capital : A Theory of Social Structure and Action*, New York, Cambridge University Press, 2001.

10. Au Japon, le salaire des nouveaux employés commence à un niveau bas car le critère de l'ancienneté est important. À court terme, le salaire d'un travailleur d'intérim peut être plus élevé que celui d'un employé en CDI si on ne compte pas les prestations sociales. C'est pour cette raison qu'un travailleur qui voudrait gagner de l'argent sur une courte durée, pour retourner au pays le plus vite possible, peut choisir de continuer à travailler en intérim.

japonaise. La nouvelle loi de 1989 leur a accordé un statut privilégié parmi les nouveaux migrants venus travailler dans le secteur manufacturier. Mais ils ont été pris dans un cercle vicieux. Les emplois occupés ne leur ont pas permis d'améliorer leur japonais ; leur faible niveau en japonais ne les amenait pas à fréquenter les Japonais qui auraient éventuellement pu les orienter vers un emploi stable. Ils sont restés dépendants des réseaux familiaux et de migrants.

La situation actuelle des Latino-Américains au Japon ne peut s'expliquer par les comportements des migrants latino-américains eux-mêmes. Leur comportement au travail ne diffère pas de celui des autres employés (ils acceptent souvent les heures supplémentaires et le travail de nuit) et ils espèrent maintenir le niveau de vie de classe moyenne qui était le leur dans leur pays d'origine.

Le problème clé semble être leur manque de contacts avec les travailleurs japonais. Leurs supérieurs directs étant aussi très souvent des compatriotes, ils n'ont pas l'occasion ni le besoin de parler

japonais. Les longues journées de travail et le peu de jours de vacances accentuent leur enfermement dans des lieux où ils n'utilisent que le portugais ou l'espagnol. Quand nous comparons la situation des Latino-Américains avec celle des migrants en situation irrégulière, nous remarquons que ces

derniers sont plutôt embauchés dans des petites entreprises où ils se retrouvent rarement avec leurs compatriotes. Cette situation les oblige à pratiquer le japonais et à fréquenter des Japonais pour obtenir un emploi¹¹.

Le gouvernement n'a pris aucune mesure pour assurer la formation et l'intégration des migrants, alors que d'autres pays organisent des formations linguistiques et professionnelles à leur attention¹².

Le Japon n'a pas déployé de programme d'apprentissage de la langue avant 2009. Cela est caractéristique d'un marché du travail dominé par les principes capitalistes sans aucune intervention publique en faveur des travailleurs migrants au cours des deux dernières décennies.

Le piège structurel de la politique d'immigration japonaise

Le débat législatif qui a abouti à la loi de 1989 a pris place, comme nous l'avons rappelé, dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre. Dans ce contexte, le ministère du Travail a proposé l'accueil de travailleurs étrangers en rotation grâce à l'introduction du permis de travail pour les étrangers. Cependant, le ministère de la Justice, toujours hostile à l'accueil des travailleurs étrangers, a opposé à cette proposition le principe de la non-acceptation de ceux qui n'étaient pas qualifiés. Ainsi, le flux migratoire des travailleurs non qualifiés s'est fait via des statuts de résidence qui n'étaient pas officiellement prévus à cet effet. Les industries automobile et électronique ont eu recours massivement aux travailleurs latino-américains grâce au permis de résidence accordé aux descendants de Japonais jusqu'à la troisième génération.

Malgré l'accueil de facto des travailleurs étrangers, le ministère de la Justice a continué à insister sur la non-acceptation des travailleurs étrangers non qualifiés. Ce principe officiel a empêché la mise en place d'une politique d'intégration des travailleurs étrangers sur le marché du travail régulier. La logique du ministère de la Justice est fondée sur le principe que le Japon n'a pas à défendre leurs droits en tant que travailleurs car, officiellement, le but principal de leur séjour est de rendre visite à leur famille ou de suivre un apprentissage technologique¹³. Leur travail ne serait que marginal. Ainsi, ni le gouvernement central ni les municipalités

Le gouvernement n'a pris aucune mesure pour assurer la formation et l'intégration des migrants, alors que d'autres pays organisent des formations linguistiques et professionnelles à leur attention.

11. Naoto Higuchi, Nanako Inaba, "Tainichi Iranjin no Kyūshoku to Tenshoku", ("Recherches d'emploi et changement d'emploi des résidents iraniens au Japon"), in *Tokushima Daigaku Shakai Kagaku Kenkyū*, n° 22, 2009, pp.15-31. 12. OECD, *Jobs for Immigrants* vol.1.

Labour Market Integration in Australia, Denmark, Germany and Sweden, Paris, OECD, 2007. OECD, *Jobs for Immigrants* Vol.2. *Labour Market Integration in Belgium, France, The Netherlands and Portugal*, Paris, OECD, 2007. 13. Keiichi Hamaguchi, "Nihon no Gaikokujin Rodoshha Seisaku", in Yasumasa Igarashi (dir.), *Ekkyō Suru Rodo to Imin*, Tokyo, Otsuki Shoten, 2010.

À la suite de la crise économique, en 2009, les habitants des logements sociaux de Homi ont organisé une distribution alimentaire en solidarité avec les chômeurs latino-américains.
© D.R.

locales n'ont reconnu la nécessité de leur offrir une formation linguistique ou professionnelle, tout en affichant la volonté d'un traitement égalitaire entre les travailleurs étrangers et japonais. Il a fallu attendre presque vingt ans, de 1990 à 2008, pour qu'un département où vivent de nombreux travailleurs latino-américains, le département d'Aichi, s'émeuve du cantonnement de ses résidents étrangers dans des emplois instables et inscrive dans ses priorités de leur donner une formation professionnelle pour favoriser leur intégration¹⁴.

Malheureusement, six mois plus tard, avant que toute politique concrète ait pu être mise en place, la crise économique a provoqué le licenciement massif des travailleurs latino-américains. L'impact

de la crise économique mondiale de 2008 sur les travailleurs latino-américains au Japon était prévisible, étant donné le piège structurel de la politique d'immigration.

Les vingt années perdues concernent aussi les enfants des migrants. Le gouvernement n'a pas pris des mesures suffisantes pour que la langue japonaise leur soit enseignée dans les écoles¹⁵. En conséquence, la proportion des enfants latino-américains diplômés du secondaire n'atteint même pas le niveau de celui des enfants japonais des années 1960¹⁶. À la fin de leur scolarité, ils se retrouvent donc dans les mêmes emplois précaires que ceux occupés par leurs parents. L'absence de mobilité sociale au cours des vingt dernières années se prolonge avec les enfants. ■

¹⁴. Aichi Prefecture, *Aichi-ken Tabunka Kyosei Suishin Plan*, Nagoya, Aichi Prefecture, 2008. ¹⁵. Voir l'article de Daisuke Sonoyama dans ce même dossier (note des coordinateurs). ¹⁶. "Ijyu Rodosha to Rentaisuru Zenkoku Network" ("Solidarity network with migrants Japan"), *Nihon de Kurasu Ijyusha no Hinkon (Migrants' Poverty in Japan)*, Tokyo, Gendai Jinbunsha, 2011.